



## **Pour un plan d'urgence pour le service public d'Éducation : toutes et tous en grève le 23 septembre !**

Les politiques libérales en cours depuis de nombreuses années détruisent à petit feu le service public d'Éducation nationale et impactent de plus en plus négativement les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves.

Sur le terrain, et de manière de plus en plus récurrente, nous constatons au quotidien les effets de ces logiques rétrogrades :

- Le non-remplacement des collègues est désormais monnaie courante : le manque de personnels est criant à tous les niveaux. Il est à nos yeux inacceptable que certain·es élèves n'aient pas classe plusieurs jours – voire semaines ! - de suite. Dans de nombreux cas, il faut un arrêt de 3 semaines à un mois pour avoir une chance d'être remplacé·e.

- La précarisation des métiers de l'éducation devient la norme : alors que les annonces du Grenelle de l'Éducation ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle sur les salaires, l'Éducation nationale a de plus en plus recours aux contractuel·es qui se voient parfois proposer des contrats de 3 à 6h, non renouvelés en cours d'année. Il s'agit là d'une volonté claire de casser le statut de fonctionnaire et les services publics en général. Ces personnels viennent s'ajouter à la trop longue liste de collègues déjà précaires, notamment les AED et AESH.

- La transformation en profondeur de nos métiers va dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école, pilotage par les évaluations, attaques sur les libertés pédagogiques. Les récentes annonces d'Emmanuel Macron à Marseille qui entend renforcer l'autorité des directeur·trices ne correspondent en rien aux besoins de personnels sur le terrain et, comme avec les CLA, il s'agit encore un peu plus de déréguler l'École en mettant en concurrence les structures et les personnels.

- Les effets conjugués de la réforme des Lycées, de la réforme du bac et de Parcoursup sont dévastateurs pour les élèves confronté·es à l'orientation précoce, à la mise en concurrence des territoires et à une sélection qui ne dit pas son nom.

- La réforme de l'INSPE acte la négation de l'expertise des acteurs·trices de la formation, de plus en plus réduit·es à de simples exécutant·es.

Toutes les réformes en cours ou annoncées convergent vers l'idée d'une mise en concurrence des établissements, des territoires, des personnels et des élèves. Nos organisations syndicales appellent à se mobiliser afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Éducation. Notre École ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

**RENDEZ-VOUS A NANTES JEUDI 23 SEPTEMBRE**  
**9H30 – AG A LA MAISON DES SYNDICATS**  
**10H30 - MANIF**